



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Revue de presse du 5 au 9 Février 2024

Convention Promise-Ucad



Le Programme de développement de la microfinance islamique au Sénégal (Promise) et l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) vont signer aujourd'hui une convention pour introduire l'enseignement de la Finance islamique dans les programmes. Ce module vise à former une nouvelle génération d'entrepreneurs éthiques et prospères.

Ce sera une nouvelle offre de formation et un vecteur d'emplois. Le Programme de développement de la microfinance islamique au Sénégal (Promise) et l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) signent, ce jeudi, à l'université une convention permettant d'introduire la finance islamique dans les programmes de ce Temple du savoir. Un «moment historique», selon un communiqué du Promise.

«Non seulement elle vise à promouvoir la microfinance islamique, mais aussi elle aide à former une nouvelle génération d'entrepreneurs éthiques et prospères», indique le Promise dont le Coordonnateur national est Aminata Diao Baldé.

L'ancienne députée considère la cérémonie de signature de cette convention comme «un événement déterminant» dans la mise en œuvre des missions de ce programme, «en ce qu'elle rassemble d'éminentes personnalités de la finance islamique et de l'enseignement supérieur».

<https://emedia.sn/>

Changement climatique : Des experts aspirent à contribuer à la prise de décision politique...



La troisième session de webinaires dans les universités ouest-africaines a eu lieu à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), dans les locaux de WASCAL-UCAD. Le thème portait sur « Impacts climatiques et résilience dans les scénarios actuels et futurs ». Cette rencontre, qui a réuni plusieurs experts, a été organisée par le Centre Ouest-Africain de Service Scientifique sur le Changement Climatique et l'Utilisation Adaptée des Terres (WASCAL), en collaboration avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

L'objectif était de définir les voies et les priorités de la recherche, de l'innovation et du développement des capacités dans le domaine des services climatiques pour la réduction des risques.

« L'université mène depuis plusieurs années des programmes pédagogiques et scientifiques sur la question du changement climatique dans l'ensemble de ses établissements. Parmi ces centres, figure WASCAL, qui réunit plusieurs universités africaines pour travailler sur des questions fondamentales du changement climatique. Ce webinaire, organisé en collaboration avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, visait à discuter et échanger sur nos expériences et pratiques afin de contribuer à la prise de décision politique en Afrique pour une meilleure gestion des problématiques liées au changement climatique... », a déclaré Pr Aminta Niang Diene vice recteur de l'Université cheikh Anta Diop de Dakar, en charge de la pédagogie et de la recherche.

https://senego.com/changement-climatique-des-experts-aspirent-a-contribuer-a-la-prise-de-decision-politique_1658754.html

Déperdition scolaire à Pikine-Guédiawaye : Un taux de 17,3 % qui inquiète



La déperdition scolaire devient de plus en plus inquiétante dans la banlieue de Dakar, en particulier à Pikine et à Guédiawaye. Elle constitue une source majeure qui gangrène le système éducatif. En effet, les filles constituent l'une des cibles les plus exposées à la déperdition scolaire et à l'abandon de l'école, même si ce sujet concerne toutes les couches. Elles sont plus souvent victimes de la pauvreté, des violences familiales, confrontées à des cas de mariages précoces, voire forcées. La question du maintien des filles à l'école rencontre de nombreux obstacles.

Ainsi, le taux de la déperdition scolaire ne cesse de monter. Un fait qui pousse Alimatou Sar, point focal de l'Association des juristes sénégalaises (AJIS) à s'indigner de l'indifférence des voix autorisées. Se faisant l'avocate des victimes, elle n'y va pas par quatre chemins pour déverser sa bile.

"La déperdition scolaire est plus récurrente chez les jeunes. Parmi les causes, on peut citer la pauvreté, les violences familiales et les divorces. Sans oublier la violence basée sur le genre. Parfois, l'enfant est exploité par la famille ; certains travaillent à bas âge. Au-delà de tous les problèmes en plein milieu scolaire, les divorces perturbent les écoliers. Un enfant qui ne vit pas avec ses parents aura des difficultés pour travailler à l'écoute. Il faut que tout monde mène le combat. Les enseignants doivent aussi être vigilants sur l'aspect psychologique des élèves", a-t-elle plaidé.

https://www.seneweb.com/news/Education/deperdition-scolaire-a-pikine-guediawaye_n_432598.html

Latmingué : un programme de renforcement pour les élèves en classe d'examen



Birahim Fall, adjoint au sous-préfet de l'arrondissement de Koumbal, a procédé, mercredi, au lancement officiel d'un programme de renforcement au profit des élèves de la commune de Latmingué (Kaolack, centre) en classes d'examen dans les lycées et collèges d'enseignement moyen (CEM).

Ce programme, dont le financement tourne autour de six millions de francs CFA, concerne dix-huit classes pour huit-cent-soixante-douze élèves, précise-t-on du côté de la municipalité de Latmingué.

"Je trouve cette initiative très importante et qui vient à son heure, puisqu'elle permet aux élèves, enseignants, parents d'élève et toute la communauté éducative de se réunir autour de l'essentiel afin de permettre aux apprenants de booster leur taux de réussite dans les différents établissements scolaires", a souligné M. Fall.

Présidant la cérémonie de lancement de ce programme, l'autorité administrative, juge cette initiative, "une première" dans l'arrondissement, "très positive", et encourage les autorités territoriales à aller "jusqu'au bout".

"Nous appelons tout un chacun à apporter sa pierre à l'édifice pour que ce projet puisse se pérenniser dans l'avenir", a insisté l'adjoint au sous-préfet de Koumbal qui a salué également la "démarche inclusive" du maire de Latmingué, Dr Macoumba Diouf.

<https://aps.sn/latmingue-un-programme-de-renforcement-pour-les-eleves-en-classe-dexamen/>

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

Bourses étudiantes pour tous ou prestations ciblées : quel modèle choisir ?



Les aides publiques aux étudiants sont-elles adaptées et suffisantes ? La question revient régulièrement dans l'actualité. En 2014, 40 % des étudiants ayant leur propre logement étaient en situation de pauvreté monétaire. La crise sanitaire, puis l'augmentation de l'inflation ont conduit à une progression de la précarité et du recours à l'aide alimentaire, et montré les limites d'un modèle d'aide aux jeunes reposant implicitement sur le soutien financier des parents.

Neuf parents d'étudiants sur dix disaient en 2014 aider financièrement leur enfant étudiant par des dépenses ou transferts, pour un montant moyen de 1600 euros mensuels. Le Conseil d'Analyse économique préconisait en 2021 de revaloriser et d'étendre les bourses pour faciliter l'accès à l'enseignement supérieur, en soulignant plus largement les effets bénéfiques des dépenses liées à l'enseignement supérieur sur la croissance.

À la suite d'une large concertation sur la vie étudiante, un rapport remis en juin 2023 au ministère de l'Enseignement supérieur a conduit à une augmentation du montant des bourses, ainsi qu'à la création d'avantages supplémentaires tels que des repas à 1 euro pour les étudiants boursiers.

<https://theconversation.com/bourses-etudiantes-pour-tous-ou-prestations-ciblees-quel-modele-choisir-222551>

Nigéria : l'Etat du Niger introduit la formation professionnelle dès le primaire



Le gouvernement de l'Etat du Niger, au Nigeria a annoncé l'introduction des programmes d'acquisition de compétences techniques et professionnelles dans les écoles primaires et secondaires. Cette nouvelle, relayée par la presse locale, a été donnée par la commissaire à l'éducation de base et secondaire de l'Etat, Hadiza Mohammed (photo), lors d'une conférence de presse.

Selon les explications de la responsable de l'éducation, tous les vendredis seront désormais réservés au programme d'acquisition de compétences dans les écoles publiques primaires et secondaires. Les élèves de ces écoles pourront, ces jours, commencer à apprendre un métier en rapport avec les besoins de l'Etat.

Hadiza Mohammad a déclaré que cette démarche s'inscrivait dans les efforts de l'Etat pour réformer son système éducatif annoncé depuis le début d'année. Ainsi, elle permettra de garantir aux élèves une meilleure insertion professionnelle. Dans le même temps qu'elle permettra à l'Etat non seulement de tenir ses objectifs de lutte contre le chômage, mais aussi de disposer d'une ressource humaine compétente prête à être investie sur les projets de développement.

Selon les autorités de l'Etat, la mesure entrera en vigueur dès le deuxième semestre. D'ici là, il faut mettre tout en œuvre pour lancer l'opération. Cette étape de préparation consistera principalement à recruter des enseignants spécialisés et recycler ceux déjà en fonction.

<https://www.agenceecofin.com/formation/0802-115998-au-nigeria-l-etat-du-niger-introduit-la-formation-professionnelle-dès-le-primaire>

Au Ghana, polémique autour d'un projet de loi sur les universités publiques



Dans une déclaration rendue publique le mardi 6 février, l'Association des enseignants universitaires du Ghana (UTAG) s'insurge contre un projet de loi introduit au Parlement par le gouvernement. Le projet de loi, qui selon l'association touche l'autonomie des universités publiques, est jugé par cette dernière anticonstitutionnel, en plus d'avoir été élaboré sans concertation des parties prenantes.

« Nous sommes particulièrement consternés par l'absence de consultation ou d'engagement avec l'UTAG, les principales parties prenantes et bénéficiaires de cette législation. L'absence de consultation de l'UTAG, associée au mépris alarmant des préoccupations de la communauté universitaire, témoigne d'un manque de respect pour les principes de gouvernance partagée et de liberté académique », note la déclaration.

Dans le fond, le projet de loi controversé autorise le gouvernement à avoir plus de pouvoir dans l'administration des universités publiques qui fonctionnent actuellement sous un régime d'autonomie. Il pourra par exemple, contrairement au système de vote en vigueur, nommer la majorité des membres des conseils d'administration des universités y compris les présidents. Le président nommé par le gouvernement aura le droit de révoquer les universitaires ou de dissoudre à tout moment le conseil. Ce dernier aura également un regard sur les questions financières avec un pouvoir de décision sur l'affectation des fonds de l'université.

<https://www.agenceecofin.com/formation/0702-115962-au-ghana-polemique-autour-d-un-projet-de-loi-sur-les-universites-publiques>

Doctorants sans emploi : Le problème n'est pas le recrutement



Le projet de loi portant amendement de certains articles de la loi 73-2000 relative à l'enseignement supérieur privé a fait l'objet le 2 février courant d'une réunion organisée par la Commission de l'éducation, la formation professionnelle et de la recherche scientifique. Étaient présents à cette réunion des représentants de la Fédération nationale de l'enseignement supérieur privé relevant de l'Utica.

Lors de cette réunion, le président de la Commission a rappelé les principaux objectifs de ce nouveau projet de loi notamment la nécessité de consacrer un quota de 30% pour des doctorants sans emplois dans le recrutement d'enseignants par les établissements de l'enseignement supérieur privé. Pour améliorer la qualité de l'enseignement, Ce projet de loi exige aux universités privées que tous les enseignants permanents soient des doctorants.

Mme Houbab Ajmi, vice-président de la Fédération nationale de l'enseignement supérieur privé a souligné, lors de cette réunion, que la fédération ne s'oppose pas à ces propositions et s'est félicitée de la qualité des compétences des doctorants tunisiens.

Mme Houbab Ajmi a toutefois rappelé que la problématique de l'insertion des doctorants sans emploi dans le marché du travail a été évoquée depuis quatre ans. Pour la vice-président de la Fédération nationale de l'enseignement supérieur privé, le vrai problème dans le recrutement des doctorants est l'adaptation d'un important nombre de recherches au marché du travail

<https://www.tunisienumerique.com/enseignement-superieur-prive-doctorants-sans-emploi-le-probleme-nest-pas-le-recrutement-mais-ladaptabilite-au-marche-du-travail/>